

La fin du développement



François Partant : un homme retiré dans le sud de la France, qui ne travaille plus, mais passe son temps à écrire des livres ! A-t-il quelque chose à dire, loin des universités et du « mouvement » intellectuel de la ville ? Nous refait-il le coup du vieil ermite philosophe ?

Voyons. Cet « ermite » a été directeur à Téhéran de la filiale d'une grande banque. Prenant conscience des problèmes du Tiers-Monde, il entre dans le secteur public et est détaché à Madagascar pour créer une société d'investissements industriels. Mais, dit-il, « j'y suis resté quatre ans avec l'illusion de faire des choses intelligentes, alors que je faisais énormément de conneries ». En 1968, il décide de tout arrêter, et écrira plus tard La guerilla économique (Le Seuil, 1976), Que la crise s'aggrave (Solin, 1979), Le pédalo ivre (Solin, 1980). Nous sommes allés le rencontrer à propos de son dernier livre La fin du développement (Maspéro, 1982) qui, s'il traite peu d'informatique, permet de resituer l'évolution de l'informatique à l'intérieur du « développement » socio-économique mondial, ce qui donne un éclairage nouveau à de nombreuses questions déjà abordées dans Terminal 19/84.

La crise est-elle indépendante de la technique ?

Bien sûr que non, elle est forcément aggravée par les progrès techniques. Dans la mesure où ces progrès sont réducteurs d'emploi, ils aggravent la crise. Ce sont des techniques qui impliquent un élargissement des débouchés, alors qu'en pratique elles réduisent les débouchés, ne serait-ce que parce qu'elles éliminent le travail du procès de production.

L'évolution des techniques s'accélère, à un moment où le marché se restreint

(tout le Tiers-Monde — insolvable — en est sorti) et où le chômage se développe chez nous. Alors ça va dans le sens d'un approfondissement des difficultés.

Pourquoi le gouvernement de gauche a-t-il fait le choix de maintenir de grands projets, par exemple télématiques, dont l'utilité est discutable ?

Parce que le contexte concurrentiel nous oblige à faire ce que font les autres pour ne pas être vis-à-vis d'eux en posi-

tion de faiblesse. D'autre part, le gouvernement pense que la mise en œuvre des nouvelles technologies assurera la relance. Il veut la croissance. P. Mauroy a eu une formule tout à fait admirable, puisqu'il a dit en substance : « *Le projet socialiste n'est vraiment applicable qu'en cas de forte croissance* ». Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'au fond le socialisme n'est applicable que si le système capitaliste est en pleine forme. Ce qui, tout de même, est un peu gros. Mais en réalité, c'est comme ça que pensent tous les socialistes, et même les marxistes. Car qu'est-ce que le socialisme ? C'est le dépassement du capitalisme. Donc, ils ne peuvent pas imaginer que notre système de production va se casser la gueule. Ce serait la fin de l'Histoire, telle que Marx l'avait pensée. Leur problématique est fondamentalement la même que celle des capitalistes. En s'en tenant à cette problématique-là, ils cherchent comment assurer une croissance forte dans un pays, puisqu'ils ne peuvent pas le faire à l'échelle mondiale. Ils sont « en charge de la France » ; ils cherchent donc des solutions pour la France.

Ils seront bien obligés de s'apercevoir un jour qu'il y a aussi une société en France, et que cette société ne se porte pas très bien. Du moins, qu'elle devient de moins en moins homogène. Il faut en tenir compte.

Communication et « convivialité »

La télématique n'est-elle pas une rupture par rapport aux technologies précédentes ?

Je pense qu'elle va dans le même sens. Je n'irais pas jusqu'à dire que nous vivons dans une « société intelligente », comme le dit JJSS.

Quant à la « convivialité » mise en avant à propos de l'informatique, je pense que converser à l'aide de médias, c'est ignorer complètement quels sont les rapports entre les hommes, qui ne consistent pas simplement à échanger des informations. L'information, c'est une donnée minime par rapport à ce qu'on peut échanger entre deux individus, indépendamment de ce que l'on se dit.

D'ailleurs, pourquoi deux personnes peuvent-elles se sentir parfaitement à l'aise l'une et l'autre, alors qu'elles ne parlent pas ? Ce n'est pas forcément ce qui se communique par la parole qui est important.

Est-ce que le média informatique ne pourrait pas apporter quelque chose en plus par rapport à d'autres médias traditionnels ?

C'est un moyen de plus pour communiquer. Je ne pense pas que ce soit négatif en tant que tel. Je ne sais pas si le problème se pose à ce niveau-là. C'est comme quand on discute de l'utilité de la voiture. Moi, je ne peux pas me passer de voiture, je serais donc toujours tenté de trouver que la voiture est un objet absolument indispensable. Il ne faut pas se demander si les progrès techniques sont bien ou pas bien ; il faut voir quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour qu'ils se réalisent, à l'échelle mondiale. Et même chez nous. En effet, est-il bien normal qu'on travaille comme des abrutis pour accumuler des capitaux, pour permettre ces progrès techniques, est-ce que ça vaut vraiment la peine ?

La société ne pourrait-elle pas être organisée de façon un peu plus juste, quitte à ce qu'il n'y ait pas d'accumulation capitaliste aussi rapide, donc pas de progrès technologiques aussi rapides (il y en aurait d'autres, probablement) ? C'est plutôt ça la question qu'il faudrait se poser.

Tu parles un peu de la robotique, dans ton dernier livre. Peux-tu nous résumer ton opinion sur ses effets économiques et sociaux ?

La robotique va merveilleusement poser le problème de la rémunération du travail. Car à partir du moment où le robot peut techniquement se reproduire lui-même, on ne peut plus faire dépendre la rémunération du travail de sa productivité, ça n'a plus de sens. Elle n'a d'ailleurs jamais dépendu de la productivité ; elle est en fait strictement fonction de la hiérarchie, et n'a rien à voir en vérité avec la productivité du travail. Dans une même entreprise, si tous les travailleurs contribuent à une valeur globale, si tous sont

bien employés, on ne peut pas prétendre qu'il y en a un qui est moins productif que les autres. Ça n'est pas vrai, s'ils sont tous nécessaires à la production. C'est en réalité la valeur qu'ils créent ensembles qui est à prendre en compte pour déterminer la productivité du travail.

Et du point de vue des emplois ?

Il y a une tendance constante à la réduction des emplois par la machine, sauf le cas où il y a progression constante de la production. Et ça a marché pendant très longtemps, parce qu'il y avait accroissement continu de la production :

— en volume parce qu'il y avait augmentation des salaires par exemple,

— mais aussi augmentation du fait de l'extension du champ social et international du capitalisme : tout devenait activité marchande. C'est cette extension qui a fait que ça pouvait marcher. Mais seulement, il y a des limites. Le monde est clos. Et maintenant, ça ne peut plus marcher.

Vous avez dit « développement » ?

Que penses-tu des transferts de technologie en direction du Tiers-Monde, tels que les envisagent différents auteurs dont JJSS ?

Les exemples que prend JJSS sont complètement idiots : il suffit que les paysans qui crèvent de faim au Brésil aient un terminal d'ordinateur, et tout s'arrange ! Ils n'ont pas de terre, ils n'ont pas de travail ; alors je voudrais bien savoir ce que l'ordinateur va leur raconter. D'ailleurs, qu'est-ce que la faim dans le Tiers-Monde ? La faim endémique — je ne parle pas des faims catastrophiques, qui ont des origines politiques — est due simplement au fait qu'une partie de la population n'a pas accès aux moyens de production, à cause du développement. Une fraction de la population n'a ni travail, ni terre. Eh bien, ils crèvent de faim ceux-là. Or, plus les transferts technologiques se font vers le Tiers-Monde au titre du développement, et plus les instruments deviennent capitalistiques, c'est-à-dire plus les ressources financières que dégagent les activités productives sont concentrées entre les mains d'un petit nombre de gens, et plus ça devient catastrophique.

Les pays qui sont « en voie de développement » sont ceux où la société se décompose le plus vite. Prenons le Brésil : plus il se développe, plus la faim progresse. On a toujours cru que c'était des phénomènes inhérents au sous-développement, tout ce que l'on voyait dans le Tiers-Monde. Mais non, ça peut parfaitement apparaître chez nous, parce que le champ économique est mondialisé. A partir du moment où le capital peut aller n'importe où et faire ce qu'il veut en fonction de son seul critère financier : le profit, les contreparties de la croissance qui, avant, ne se remarquaient qu'à la périphérie du système, peuvent apparaître maintenant n'importe où.

Société alternative ou société duale ?

Est-ce que tu crois au mouvement alternatif, et à la société qu'il peut préparer ? S'il se développe, est-ce qu'il ne sera pas soumis à des rapports de pouvoir ?

J'attache énormément d'importance à ce mouvement, même si parfois il paraît très loin d'être une alternative. En réalité, c'est une recherche. Les gens cherchent dans des directions différentes, par des voies différentes, mais ils cherchent. Je trouve ça extrêmement positif. Ils n'acceptent pas d'envisager l'avenir tel qu'on le leur prépare. Presque toujours, ils cherchent à privilégier les rapports sociaux et inter-personnels. Ils font passer au deuxième plan les problèmes économiques. Ça aussi c'est positif. Au plan économique, on ne voit actuellement rien de très alternatif. Mais je pense qu'ils y viendront par nécessité.

D'autres part, ce que dit Stoffaes (1), à propos de la socio-économie duale des libéraux (c'est un des idéologues de Giscard, qui continue à être un penseur du ministère de l'Industrie, du moins jusqu'à ces derniers temps, et même sous le gouvernement socialiste). Il constate — et c'est aussi les vues de Minc, notamment — que la société se segmente, qu'une partie n'a plus d'emploi, ou bien est marginalisée au plan économique. Alors il dit qu'il faut accepter qu'il y ait deux socio-économies dans le pays : la socio-économie duale. L'une est très mondialisée, les gens sont assurés de leur emploi, et l'autre qu'il appelle traditionnelle et conviviale (comme chacun sait, la vie du chômeurs est conviviale, il a tout le temps de penser à ses relations avec les gens du quartier...). Stoffaes voit cette division avec une parfaite articulation entre les deux. Il prend pour modèle l'exemple italien, où toute une partie de la population travaille en sous-traitance, en amortissant les chocs en quelque sorte. Ces gens travaillent dans des conditions tout à fait anormales de sécurité, de rémunération, et de durée du travail, enfin, ils s'exploitent eux-mêmes jusqu'à la corde ! Et ça fonctionne, ou plutôt, ça fonctionnait. On s'aperçoit aujourd'hui que la socio-économie duale de type italienne se casse la gueule aussi. Quand les difficultés surviennent au-dessus, ils en supportent les conséquences au-dessous. Le système ne fonctionne pas aussi bien que ça.

Développement... régional

Dans mon bouquin, je parle d'un plan de développement régional. J'avais été appelé dans une petite ville à côté de chez moi. Les gens voulaient faire un contrat de pays. Ça consiste, pour une commune, à réclamer des fonds publics pour réaliser des études, afin de développer des emplois... Les habitants constataient que dans cette région, où vivaient, il y a un siècle environ 100 000 personnes, il n'y



Sacilor à Sérémange.

en n'a plus aujourd'hui que 50 000. Ils s'aperçoivent que toutes les cultures de montagne ont disparu, et que ne survivent dans les plaines que des productions qui se vendent mal : vignes et cerises. S'il n'y a plus d'arrière pays, beaucoup de choses disparaissent et du coup la ville se casse la gueule. Alors ils disent : « *que peut-on faire dans ce cadre-là ?* ». Mais dans ce cadre-là, on ne peut rien faire ! Pourquoi cette région s'est-elle dépeuplée ? Parce que les activités n'étaient plus compétitives et n'avaient plus de débouché compte tenu de l'évolution des normes de production.

Mais, si vous fermez la région, elle pourra à nouveau produire pour elle-même. Dans ce cas, 100 000 personnes pourront très bien vivre ici, seulement elles produiront **autrement**, probablement plus cher. Ce ne seront pas des activités compétitives au plan mondial. **Mais s'agit-il de produire pour le marché mondial, ou bien de vivre ?** Si pour les gens, il s'agit essentiellement d'exister, et bien ils n'ont qu'à produire tout ce qui leur est nécessaire, pour s'habiller, se loger, se nourrir, etc. Simplement, ça ne marchera qu'à condition que tout le monde accepte de produire dans ces conditions-là, donc d'échanger à des conditions qui ne sont pas celles du marché. Et si tout le monde s'est mis d'accord sur les conditions de production et d'échange, ça veut dire que tout le monde a le pouvoir économique. Ça veut dire que ça ne marche que si c'est une entreprise complètement démocratique.

L'autogestion impossible ?

J'ai lu un texte d'une section CFDT demandant que toute personne travaillant sur console informatique maîtrise le programme qu'elle utilise. Mais la personne ne se heurte-t-elle pas à une construction technologique trop complexe ? Est-ce que ça ne rend pas l'autogestion impossible ?

Je ne suis pas assez ferré en informatique pour répondre. Je crois qu'un employé de banque, même dans une banque très compliquée, peut parfaitement comprendre tout ce qui se passe, s'il est associé à la direction. J'en ait fait l'expérience la dernière fois que j'ai dirigé une banque : j'ai demandé aux représentants du personnel d'assister aux réunions du conseil de direction. Ensuite les représentants expliquaient au personnel pourquoi la direction prenait telle ou telle décision. Et puis on me faisait savoir si l'on était d'accord ou non. C'était donc, au fond, un début d'autogestion. J'ai constaté que tout le monde était capable de comprendre ce qu'était la gestion d'une banque, même relativement compliquée, puisqu'il fallait savoir ce qu'était un investissement, pourquoi tels ratios étaient acceptables, et tels autres non. Ce n'est pas la complication qui empêche l'autogestion.

Dans les thèses que tu viens de décrire, est-ce qu'il n'y a pas le risque d'un retour en arrière ? Est-ce que l'on ne peut pas t'accuser de vouloir "revenir à l'agro-pastoral" ?

J'ai presque regretté qu'on ne me fasse pas de reproche. Ce qui m'a toujours étonné, c'est cette peur d'employer l'expression « retour en arrière ». **On ne se rend pas compte à quel point l'évolution qui s'est produite depuis la révolution industrielle est fondamentalement négative.** C'est sûrement très positif sur le plan des connaissances scientifiques, au plan des technologies, j'en suis beaucoup moins sûr, mais au plan des transformations, qu'elles soient sociales ou internationales, c'est une catastrophe. Et ne parlons pas du plan écologique.

Quand on dit « retour en arrière », ce serait peut-être une excellente chose. Ça veut dire simplement que nous allons modifier le genre de vie que nous menons grâce à une société super-productive. Si nous pouvions imaginer un mode de production moins énergivore, moins destructeur du milieu... En réalité, ce serait un retour en arrière **pour nous**, pour les peuples du Tiers-Monde, ce serait beaucoup mieux. Ça ne concernerait finalement qu'une toute petite minorité de la population mondiale qui a vécu jusqu'à maintenant d'une manière anormale, depuis un siècle et demi. ■

Montpeyroux, mai 1983

Propos recueillis par
François Churos et Robert Essarts

(1) Stoffaes est notamment co-auteur d'un rapport préparatoire au VIII^e plan : *La société française et la technologie*.

Vers une sortie électronique de la crise ?

Dans son discours de clôture aux journées de travail sur la politique industrielle François Mitterrand a indiqué clairement que l'électronique était « la plus grande affaire industrielle d'ici la fin de ce siècle ».

Cet article veut montrer sur quelle analyse s'appuie cette priorité donnée à l'électronique comme axe central d'une sortie de crise, et sur quelles contradictions elle devrait rapidement venir buter.

L'analyse de la crise comme crise de régulation

Dans la production récente de ce que l'on pourrait appeler l'"école marxiste française" se réalise une nette convergence autour d'une approche unifiée de la crise.

Les concepts clés sont ici ceux de "fordisme" et de "régulation monopoliste".

La définition la plus claire de la notion de "fordisme" est celle de Barou Billaudot Granou (1) : « *Le rapport salarial fordiste articule un mode de mobilisation et de mise au travail de forces de travail, fondé sur la séparation entre conception et exécution au sein de la grande entreprise à un mode de reproduction de celle-ci reposant sur l'achat de marchandises, objet d'une production de masse* ».

Enfin, la "régulation" désigne « *le mode de fonctionnement global d'un système, conjonction des ajustements économiques associés à une configuration donnée des rapports sociaux, des formes institutionnelles et des structures* » (2). Par opposition à une régulation "concurrentielle" qui met en œuvre un ajustement traditionnel "par les prix", on peut définir un mode de régulation "monopoliste" qui se caractérise par une « *relative déconnexion des prix vis-à-vis des déséquilibres du marché* » et suppose l'existence de « *procédures sociales de validation et de production du revenu* ». Concrètement la régulation monopoliste implique la mise en œuvre de formes institutionnelles nouvelles qui sont essentiellement les suivantes :

- concentration et centralisation capitalistes,
- extension des négociations collectives et indexation de fait,
- centralisation du système bancaire et généralisation de la monnaie de crédit.

Selon cette analyse, le quart de siècle de croissance à peu près régulière qu'a connu le capitalisme repose essentiellement sur sa capacité à maintenir deux relations fondamentales :

- l'augmentation de l'intensité capitaliste (capital par tête) doit être compensée

par les progrès de productivité (production par tête) de telle manière que l'efficacité du capital (production par unité de capital) reste constante.

- l'augmentation de la productivité (production par tête) doit compenser celle du salaire réel (pouvoir d'achat par tête).

Si ces deux conditions sont respectées, le capitalisme peut espérer surmonter ses deux contradictions fondamentales : la contrainte de valorisation parce que le taux de profit est constant, celle de réalisation puisque le pouvoir d'achat croît au même rythme que la production.

La crise est ce qui se produit quand la régulation ne fonctionne plus et que ces deux conditions ne sont pas remplies. Dans ce cas, l'efficacité du capital se met à baisser (la composition organique augmente) tandis que la part des salaires augmente (le taux de plus-value diminue). On a donc une crise combinée de l'accumulation et de la répartition qui s'exprime dans une baisse brutale du taux de profit et revêt les formes "classiques" analysées par Marx (si ce n'est le maintien de l'inflation qu'il faut relier à la gestion "monopoliste de la contrainte monétaire".

Version techniciste et version ouvriériste de la crise

Sur l'apport de cette école de la régulation on peut faire brièvement deux remarques critiques.

Le dérèglement résulte essentiellement d'un fléchissement des gains de productivité. Or, les théoriciens de la régulation ne proposent aucune analyse de cette rupture. Boyer et Petit (3) ont montré la difficulté à démêler la circularité des causalités.

Ils identifient quatre schémas possibles reliant croissance, investissement et productivité. Leur conclusion est qu'il n'est pas « *possible de trancher entre les quatre formulations alternatives* » bien que ces « *diverses formulations sont loin d'être équivalentes quant aux conséquences de politique économique que l'on peut en tirer* ».

De manière générale, l'école de la régulation est condamnée à osciller entre une ver-

sion "techniciste" (un épuisement des gains de productivité en dernier ressort insaisissable) et une version "ouvriériste" faisant jouer un rôle central à la résistance ouvrière contre l'intensification du travail.

Sans jouer sur les mots, on est par ailleurs en droit de se demander à quoi peut servir une théorie de la régulation quand, justement, tout se dérègle. Sur ce point, il faut être clair : malgré leur prétention à jeter les bases d'un néo ou post-marxisme les tenants de la régulation restent profondément des sous-produits du keynésianisme dans la mesure où, à aucun moment, ils ne remettent en cause la pérennité des rapports sociaux capitalistes.

De fait, leur trajectoire apparaît de plus en plus claire : pour eux, il s'agit aujourd'hui d'expliquer comment on pourrait retrouver les conditions d'une "nouvelle régulation" reposant sur une "nouvelle" productivité une "nouvelle" compétitivité et un "nouveau" consensus social.

Portrait robot d'une sortie capitaliste de la crise

Logiquement, l'analyse de la crise de la "régulation" doit déboucher sur la conclusion mise en avant dans la crise du XX^e siècle (4) : « *Très précisément, le dépassement de la crise actuelle rend nécessaire que soient transformés, de façon simultanée et les objets de consommation eux-mêmes, et la façon de les produire. Tout nouveau progrès technologique risque de retomber dans l'oubli s'il ne respecte pas les deux contraintes que nous avons dégagées* ».

Dans ce portrait robot, on reconnaît sans peine la filière électronique qui répond bien à ces deux critères : l'électronique et ses applications modifient la façon de produire les marchandises dans à peu près tous les secteurs ; robotisation, manipulation, industrie de "procès". Du côté de la consommation, elle peut potentiellement modifier les normes de consommation soit en suscitant de nouveaux produits (informatique domestique) soit en s'intégrant de manière croissante aux biens durables : automobile, électronique grand public, électro-ménager, jouets, etc.

De plus, la diffusion de l'électronique sous sa forme informatique doit conduire à une économie massive de travail improductif dans le domaine tertiaire. Le schéma ci-contre résume bien cette articulation en polarisant la filière autour de son "point d'accumulation" que sont les "composants électroniques".

Il faut souligner ici la gigantesque perversion de l'économie que représente ce raisonnement : la production n'est pas orientée en fonction des besoins sociaux, c'est clairement la satisfaction de ces derniers qui est conditionnée par les exigences de la production capitaliste. C'est ce qu'expliquent Aglietta et Boyer dans leur rapport aux journées de travail sur l'industrie : « *La constitution de pôles de compétitivité suppose qu'aillent de pair changements techniques et sociaux dans la production et muta-*

tions du mode de vie : l'inertie et la "rigidification" des dépenses de consommation peuvent dans une certaine mesure freiner la rénovation de l'industrie » (...). « Ce diagnostic invite d'abord la politique économique à maintenir une certaine progression de la consommation, pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel et l'équilibre des paiements extérieurs ».

On voit que deux des principaux promoteurs de la "régulation" ont clairement choisi leur camp : ce n'est pas celui de la subversion sociale !

Cela n'empêche que ce scénario laisse sans réponse deux questions importantes quant à l'insertion dans la division internationale du travail et la lutte contre le chômage.

Une filière électronique française est-elle viable ?

A partir du moment où l'on désigne l'électronique comme priorité et qu'on lance un programme d'investissements massifs de 140 milliards de francs d'ici à 1986, il va de soi dans les discours officiels que l'on aura jeté les bases d'une "grande industrie électronique" française. Ceci relève d'une analyse à courte vue de la division internationale du travail qui risque de déboucher sur tout autre chose.

La situation actuelle se caractérise en effet par le retard des firmes européennes sur les Etats-Unis et le Japon dans le domaine

des circuits intégrés, de l'informatique, des robots, des MOCN. En 1981, pour prendre un exemple, le Japon a produit 11 000 robots, les USA, 8 100, la France, 1 000, qui vient derrière la RFA (1 600) et l'Italie (1 300). Dans l'électronique grand public, l'Europe (Philips-Thomson-Grundig) est présente dans les produits traditionnels (TV) mais distancée dans les produits "d'avenir".

L'effet relatif dans la recherche ne semble pas devoir modifier les positions respectives en rattrapant le retard : de 1973 à 1978 les industriels US ont reçu 30 milliards de francs de l'Etat, les Japonais 10,5 et les Européens 9,3.

Compte tenu de la politique d'ouverture des frontières, de l'absence de stratégie industrielle européenne commune et de la faiblesse relative de la RFA dans la branche électronique, il est donc tout à fait possible d'envisager un scénario où le paquet mis sur l'électronique ne se révélerait pas à la hauteur des exigences du marché mondial et déboucherait sur un énorme fiasco économique et sur un processus accéléré de désindustrialisation à l'anglaise.

Il est donc très probable qu'une "sortie électronique" se traduirait par une situation de dépendance accrue de l'Europe dans son ensemble même si, à l'intérieur de la CEE, la position de force relative de la France se trouvait raffermie.

Quoi qu'il en soit, la logique de la concurrence continue à générer l'anarchie : avant même d'être sorti de cette crise, les capitalistes sont déjà en train d'installer les surcapacités de demain. Il y aura dans quel-

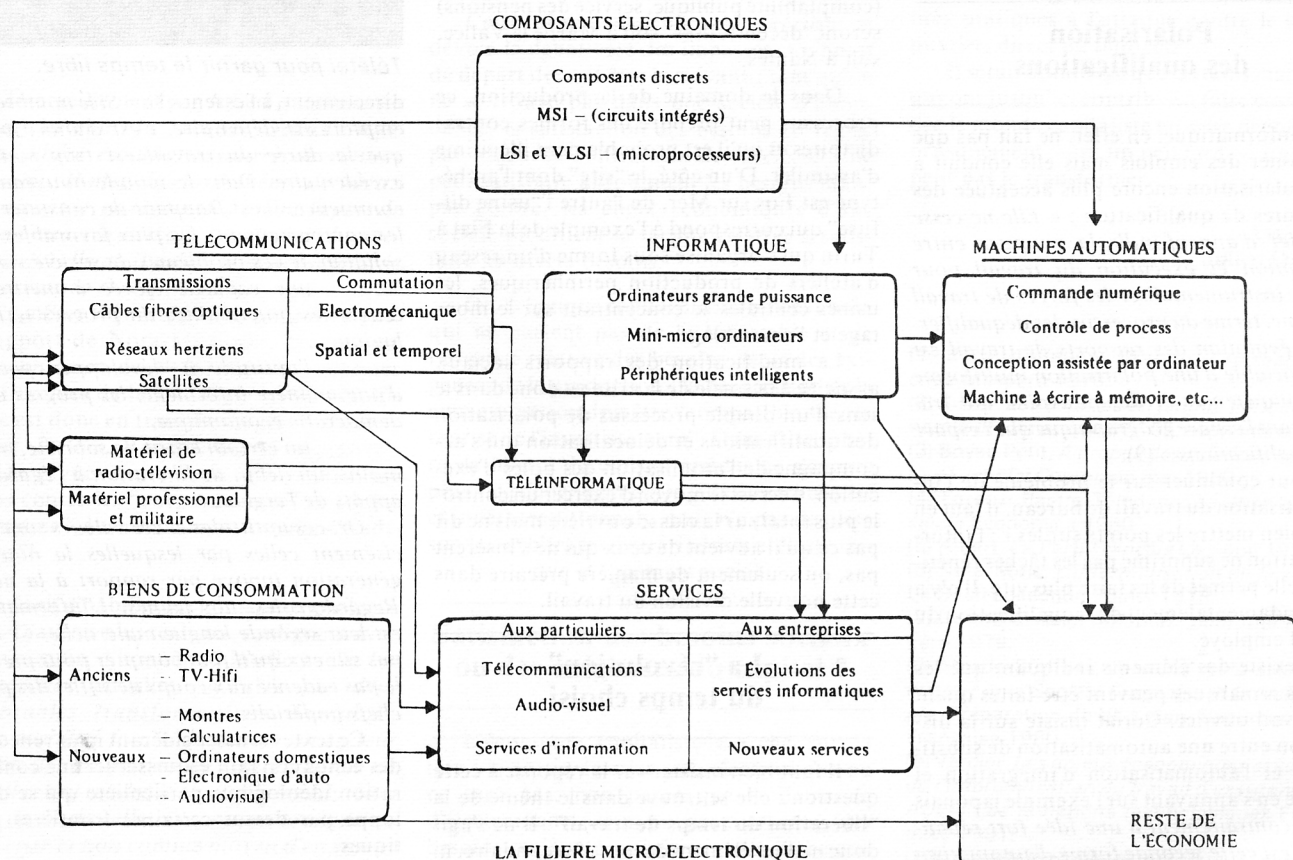
ques années une crise de la surproduction dans l'électronique.

Une sortie de crise électronique peut-elle résorber le chômage ?

Cette question centrale est bien posée par Albert : « Si, d'un côté, le chômage fait obstacle à l'électronification des pays qu'il frappe et si, cependant, cette même électronique doit, de plus en plus, fournir une solution au chômage, comment faire pour rompre le cercle vicieux ? » (5). Ou encore de manière plus concise : « La révolution électronique, c'est à la fois une explosion de la productivité et une "implosion" de l'emploi ».

Dans l'esprit de la bourgeoisie, cette perspective inclut la possibilité d'une disparition de la lutte des classes par dissolution du prolétariat. Le rapport Nora-Minc l'indique très clairement : « La marche de la société exigera une quantité de travail productif décroissante (...). La scène sociale traditionnelle tendra à se désarticuler, au fur et à mesure du passage de la société industrielle, organique, à la société d'information, polymorphe. Les rapports de production ne demeureront pas la matrice unique de la vie sociale. Ces rivalités n'opposeront plus deux classes structurées par leur insertion dans les processus industriels mais des groupes mobiles et innombrables, conditionnés par la diversité de leur appartenance et de leurs projets » (6).

Mais Lipietz rappelle les limites des rêves du capitalisme : « qui le délivrera de



Source: LORENZI et LE BOUCHER Mémoires volées p.83 (Ed.RAMSAY 1979)

(...) Mais ce qu'on appelle la crise, comme s'il s'agissait de la colère des dieux, d'un phénomène incontrôlable, d'une fatalité par nature plus forte que le génie de l'homme, n'est au contraire que le produit de ce génie désordonné. Tout simplement, la société industrielle du XX^e siècle n'a pas encore assimilé les effets de la technique et de la science sur ces structures de production et de travail, donc sur son mode de vie, et nous assistons aujourd'hui aux soubresauts d'un monde qui meurt, en même temps qu'un autre naît.

Il n'y a là-dedans rien de mystérieux. On en connaît le mécanisme. Il suffit de s'en rendre maître (...).

Extraits du discours de François Mitterrand du 23 mars 1983.

cette armée de gêneurs ? Qui, sinon une armée de robots ? Mais alors qui fabriquera les robots ?... Et qui achètera les produits ? » (7).

A cette question, la bourgeoisie caresse une réponse que Stoffaes et Amado ont avancé sous la forme la plus cynique lors des débats préparatoires au VIII^e plan (8). C'est celle de la dualité : « d'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de redistribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique ».

Polarisation des qualifications

L'informatique, en effet, ne fait pas que supprimer des emplois mais elle conduit à une polarisation encore plus accentuée des structures de qualification : « Elle ne cesse en effet d'approfondir la coupure entre conception et exécution du travail pour mieux instrumentaliser les forces de travail et même, terme du processus, les déqualifier. Cette évolution des rapports de travail est indissociable d'une polarisation multiforme des compétences et des pouvoirs, qui traverse tant l'espace géographique que l'espace des qualifications » (9).

Pour continuer sur le problème de l'informatisation du travail de bureau, il faut en effet bien mettre les points sur les i : l'informatisation ne supprime pas les tâches répétitives, elle permet de les faire plus vite. Il n'y a pas fondamentalement de requalification du travail employé.

Il existe des éléments indiquant que les mêmes remarques peuvent être faites quant au travail ouvrier. Coriat insiste sur la distinction entre une automatisatisation de substitution et l'automatisation d'intégration et précise en s'appuyant sur l'exemple japonais que « contrairement à une idée fort répandue, c'est cette seconde forme d'automatisation ("d'intégration") qui est appelée à un plus grand développement ». Celle-ci est définie comme « la mise en œuvre de moyens

de travail permettant de modifier la distribution des différents flux productifs au sein de l'atelier (...) en vue d'accroître la compacité spatiale et temporelle des différentes séquences d'opérations ».

Délocalisation et atomisation

Cette tendance à une polarisation durcie entre pôle de conception, d'organisation et de fabrications qualifiées d'une part et un pôle d'assemblage et d'exécution déqualifiés se dédouble d'une tendance à la délocalisation-atomisation.

Le développement de la télématique permet d'envisager la délocalisation et l'éclatement d'unités dont la concentration n'est plus nécessaire. On peut citer l'exemple du ministère de l'Economie dont le "noyau dur" de conception restera dans Paris tandis que les services d'exécution à tâches répétitives (comptabilité publique, service des pensions) seront "décentralisés" soit à Marne la Vallée, soit à Nantes.

Dans le domaine de la production, ce processus peut prendre des formes contradictoires et qu'il est probablement illégitime d'assimiler. D'un côté, le "site" dont l'archétype est Fos sur Mer, de l'autre l'"usine diffuse" qui correspond à l'exemple de la Fiat à Turin qui s'organise sous forme d'un réseau d'ateliers de production périphériques, les usines centrales se concentrant sur le montage et l'assemblage.

La modification des rapports sociaux associée à la sortie de la crise va donc dans le sens d'un double processus de polarisation des qualifications et délocalisation qui s'accompagne de l'atomisation des pôles d'exécution. Ceci est le moyen d'exercer un contrôle plus total sur la classe ouvrière mais ne dit pas ce qu'il advient de ceux qui ne s'insèrent pas, ou seulement de manière précaire dans cette nouvelle division du travail.

La "révolution" du temps choisi

Il faut bien insister sur la réponse à cette question : elle se trouve dans le thème de la "libération du temps de travail". Il ne s'agit donc ni d'un élément décoratif secondaire, ni en sens inverse, d'une revendication spontanément anti-capitaliste.

Citons encore une fois Albert qui va,



Télérel pour garnir le temps libre.

directement, à l'essentiel : « Si le nombre des emplois est déficitaire, c'est d'abord parce que la durée du travail est trop souvent excédentaire. Dans le monde nouveau qui commence, il est frappant de constater que les comportements les plus favorables à la solution de ces problèmes de société sont :

une capacité élevée à mettre en œuvre les potentialités du progrès technologique,

l'aptitude à développer partout d'une manière informelle, les progrès de la démocratie économique,

un certain esprit de sobriété, ou du moins, un début de libération à l'égard des appâts de l'argent.

Or, ces aptitudes et ces valeurs sont précisément celles par lesquelles la nouvelle génération innove par rapport à la nôtre. Regardons-les, nos jeunes. L'informatique est leur seconde langue maternelle. Ce n'est pas sur eux qu'il faut compter pour prendre le pas cadencé aux coups de sifflet des petits chefs impérialistes ».

Ce texte est assez sidérant mais rencontre des échos et il faut esquisser ici une configuration idéologique particulière qui se développe par dessus certaines frontières politiques.

L'une des pièces centrales en est la "Révolution du temps choisi" où se développe un éloge du travail à temps partiel repris



Vers une barbarie électronique ?

Ce rapide tableau que l'on vient de brosser fait apparaître l'ambivalence fondamentale du processus d'automatisation que Mandel résume bien : « *Potentiellement l'automation pourrait signifier achèvement du développement des forces productives matérielles, qui pourrait libérer l'humanité de toute contrainte d'un travail mécanique, répétitif non créateur et aliénant. Dans les faits, elle signifie, à nouveau, mise en péril de l'emploi et du revenu, renforcement du climat de peur d'une remontée du chômage chronique massif et d'insécurité, allant périodiquement jusqu'à la baisse de la consommation et du revenu, donc à l'appauvrissement intellectuel et moral. L'automation capitaliste en tant que développement puissant à la fois de la force productive du travail et de la force destructive et aliénante de la marchandise et du capital devient l'expression la plus caractéristique des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste* » (11).

L'issue électronique impliquant la constitution de nouvelles "normes de consommation", il faut donc aborder une dimension critique qui est celle des besoins sociaux.

Il n'est pas besoin d'enfourcher la thèse des "faux besoins" créés par le capitalisme ; c'est une approche idéaliste et assez vite chargée de totalitarisme potentiel : car qui peut prétendre détenir l'instrument de mesure de l'authenticité des besoins ?

Cette argumentation rate sa cible et dévoie le débat vers des impasses. Le point de départ devrait être le suivant : tant qu'on ne se trouve pas dans une société d'abondance, la satisfaction des besoins est réglée par le jeu de contraintes de rareté. On ne peut satisfaire **absolument** les besoins mais, par contre, les choix économiques d'une société modifient la facilité **relative** à satisfaire les divers besoins.

Or, la logique capitaliste induit des choix qui ne partent pas de la hiérarchie et de l'urgence relative des besoins, mais des exigences de la production : la progression de la consommation doit être "compatible avec la reprise de l'investissement". Dans cette sphère, la liberté du consommateur ne s'exerce plus : il peut choisir entre jeux électroniques et jouets traditionnels, mais n'a pas de prise sur les arbitrages entre industrie électronique et logement social.

Satisfaction des besoins sociaux ou des exigences du capital ?

L'économie capitaliste marche sur la tête : la sortie de crise sera électronique ou ne sera pas, non parce que la demande d'électronique vient au premier rang des besoins sociaux à satisfaire, mais parce que ce type de demande peut permettre de restaurer les vertus du fordisme perdu. D'autres besoins sociaux (logement, équipements col-

lectifs et alimentation pour le Tiers-Monde) continueront à être mal satisfaits, faute d'une offre rentable correspondante.

Pour faire image : la demande d'informatique domestique permet de sortir de la crise en suscitant un redémarrage industriel alors que la demande de logements n'a pas les mêmes vertus.

La sortie électronique est donc porteuse d'un choix de société qui va dans le sens d'une re-privatisation des rapports sociaux et qui converge avec l'attaque contre les consommations collectives offertes par "l'Etat-providence" mais ne débouche pas pour autant sur un dépérissement de l'Etat répressif. En effet, le processus d'informatisation de la société développe simultanément la possibilité d'une automatisation accrue des individus et des procès concrets de travail et la nécessité d'une centralisation renforcée des dispositifs de pouvoir. Dans l'atelier, la soumission du salarié se fait plus profonde à mesure que le capital se fait de plus en plus immatériel et absent.

Mais la mise en place des dispositifs de sortie de crise électronique va se heurter à de nombreuses contradictions (emploi, débouchés, rivalités inter-impérialistes, résistance ouvrière) et devoir au bout du compte s'accompagner d'une attaque plus directe contre la classe ouvrière : les mirages technologiques ne doivent pas faire oublier que cette crise est une crise capitaliste.

Il serait dommage que certains secteurs du mouvement ouvrier, fascinés par le miroir aux alouettes, de lendemains électroniques qui chantent, mettent la main à l'ouvrage en fournissant arguments idéologiques et modalités pratiques à l'attaque contre le salaire ouvrier, direct ou indirect.

Il serait dommage que certains marxistes qui ont jusqu'ici contribué à faire comprendre le monde capitaliste en crise découvrent brusquement — et un peu tard — qu'on ne peut pas le transformer. ■

Avril 1983
Julien Delarue

avec émerveillement par Albert qui cite cette phrase du club de Jacques Delors : « *Le temps libéré est une ressource de contre-pouvoir... Il met chacun à même de mieux investir sa vie, en réglant lui-même la part de sa vie consacrée au travail contraint rémunérateur et celle qu'il peut consacrer à une vie plus créatrice et responsable* ».

Ce même thème traverse de part en part le rapport de Nora-Minc qui, au passage lance un coup de chapeaux aux analyses constructives de la CFDT. Un bloc idéologique est donc en train de se constituer avec Albert, Delors, Rocard, Maire, Rosanvallon, la revue *Autrement*, qui tourne ses coups contre les "corporatismes" et contre "l'étatisme" du mouvement ouvrier "traditionnel".

Il s'agit d'habiller le chômage de couleurs vives. D'autres plus réalistes, soulignent avec un minimum d'honnêteté intellectuelle les perspectives actuelles : « *Payée par d'innombrables transformations d'emplois, d'une mobilité forcée de secteur en secteur accrue, de diminution de l'offre globale de travail ce qui rendra inéluctable la réduction de la durée de celle-ci (comme conséquence de la crise et non comme moyen d'en sortir) la sortie de la crise fera vraisemblablement plus de victimes qu'elle n'en a produit jusqu'ici* (4).

(1) Barou-Billaudot-Granou, *Croissance et crise* Maspéro 1979.

(2) Boyer, *Les salaires en longue période* Economie et statistique n° 103, septembre 1978.

(3) Boyer-Petit, *A propos des relations productivité-emploi* Cepremap mai 1980.

(4) Lorenzi-Pastre-Toledano, *La crise du XX^e siècle* Economica 1980.

(5) Albert, *Le Parti Français* Le Seuil 1982.

(6) Nora-Minc, *L'informatisation de la société* Le Seuil collection Points 1978.

(7) Lipietz, *Crise et inflation : pourquoi ?* Maspéro 1979.

(8) Amado-Stoffaes, *Vers une socio-économie duale ? in la Société Française et la technologie*. Préparation du VIII^e plan. Documentation Française 1980.

(9) Verdier, *Les enjeux économiques et sociaux de l'informatisation du travail d'assurances in ADEFI Les mutations technologiques* Economica 1981.

(10) Coriat, *Robots et automates dans les industries in ADEFI op. cit.*

(11) Mandel, *Le Troisième Age du Capitalisme* Collection 10/18 1976.

La productique : une issue "française" à la crise

*Nous entendons par productique l'application de trouvailles informatique à l'ensemble de la **conception** et de la **fabrication** des biens industriels (équipements et biens de consommation). La productique apparaît, selon certains économistes (1), comme la solution aux causes de la crise actuelle.*

POUR sortir de la crise, il serait indispensable de mettre en œuvre de nouvelles technologies pour faire face à l'épuisement des gains de productivité. De même, il faudrait renouveler la norme de consommation qui s'anémie en raison d'une saturation du marché (appareils ménagers, automobiles...), de la tendance à la consommation des services coûteux et contraire à l'accumulation (santé...), et de la baisse du pouvoir d'achat. Par ailleurs, il faudrait mettre fin au travail improductif dans le tertiaire et dans l'appareil d'Etat par l'émergence de services nouveaux qui auraient la particularité de dégager du surplus (santé ou enseignement).

Vive la filière électronique !

L'extraordinaire, c'est que, selon ces économistes, la **filière électronique**, a elle seule, pourrait résoudre la majeure partie des problèmes posés. Bien sûr, d'autres filières sont appelées à jouer un rôle important (bio-industrie, agro-alimentaire, etc.), mais aucune ne propose de solutions aux trois grandes dimensions de la crise. L'électronique, et en particulier l'informatique, renouvelle la norme de consommation par la création de nouveaux produits — et donc de nouveaux besoins : jeux électroniques et vidéo, micro-ordinateurs domestiques, télématique, réseaux câblés et vidéotex qui permettront une marchandisation du renseignement, de l'information et de la culture en général. Par ailleurs, l'informatique pourrait transformer l'enseignement en travail productif, si les élèves sont amenés à utiliser des ordinateurs et à consommer des didacticiels. Il pourrait en être de même dans le secteur culturel avec la production en masse de cassettes-vidéo, des vidéo-disques, etc. Le secteur santé ne serait pas non plus épargné : le contrôle sanitaire préventif pourrait être l'occasion de consommer des outils d'aide informatisée au diagnostic, produits en masse.

Mais surtout l'électronique va permettre de retrouver des gains de productivité à travers la **filière productique**. La conception assistée par ordinateur (CAO) avec ses capacités de simulation, raccourcit les temps d'étude et réalise automatiquement les plans d'exécution. La frontière avec la fabrication assistée par ordinateur (FAO) s'estompe chaque jour et l'on parle aujourd'hui de CFAO. Les programmes nécessaires aux machines-outils de l'atelier sont eux aussi développés automatiquement, dans une large mesure. La commande numérique envahit le parc des machines-outils, du bas de gamme — où des claviers remplacent les manivelles — au centre d'usinage où des programmes complexes gèrent le magasin d'outils (jusqu'à 64 outils !), leurs déplacements et vitesses de coupe et la présentation des pièces à usiner.

Augmenter les performances de l'industrie

Ici les gains de productivité tiennent à la possibilité de passer rapidement d'une série à une autre (en changeant d'outils et de programme) tout en maintenant un bas taux de rebuts : l'ordinateur incorporé dirige inlassablement les mêmes mouvements répétitifs avec la même précision. Cela ne saurait pour autant signifier la fin de l'intervention humaine, toujours indispensable aux réglages, mises au point, contrôle des programmes et surveillance des bourrages, de l'usure des outils, etc.

On devine que cette précision répétée de la machine à commande numérique est aussi son principal atout dans les grandes séries : les automatismes électroniques d'aujourd'hui apparaissent plus fiables que les systèmes électro-mécaniques d'hier. De même, le transfert des pièces d'une machine à l'autre s'automatise : des automates programmables gèrent les flux des en-cours ; et dirigent le ballet des chariots filo-guidés. Les stocks-

tampons disparaissent, abaissant d'autant l'immobilisation de matière première, donc de capital.

Dans les usines de montage automobile, les robots soudent et peignent remplaçant de plus en plus des hommes à des postes pénibles et insalubres. Dans les ateliers flexibles des robots manipulent les pièces d'un centre d'usinage à un autre sous la direction d'un ordinateur central qui coordonne l'activité de chaque machine.

Les nouvelles technologies recèlent d'importantes capacités d'augmentation des performances de l'outil industriel. Les applications informatiques dans les processus continus ont déjà accru l'efficacité industrielle (cimenteries, raffineries, verreries, brasseries, etc.). Dans les processus dits séquentiels (automobiles, appareils ménagers...) l'informatique diminuera le temps de conception et de fabrication tout en augmentant la flexibilité de l'outil, c'est-à-dire sa capacité à produire des séries différentes.

Un modèle techniciste

Les auteurs déjà cités tournent le dos aux théories de la **surraccumulation** et sous-estiment le facteur monétaire dans la crise. Même s'il n'est pas un facteur déterminant, celui-ci intervient dans l'approfondissement de la crise. La masse de capitaux circulants qui se dirigent vers tous les lieux de spéculation constituent bien une forme de valeur qui quitte la sphère de production, entravant par-là le processus d'accumulation. Par ailleurs, en se plaçant dans une perspective de maintien du profit comme unique moteur social, les auteurs justifient les processus de **dévalorisation du capital** (fermeture et destruction d'unités de production) qu'ils considèrent comme indispensables même « *s'il s'agit bien d'une perte de valeur au sens strict du terme* » (p. 106), et ceci au nom de l'introduction des gains de productivité dans les nouvelles installations. Dit autrement, **le maintien du profit capitaliste et son corrolaire la nécessaire reproduction élargie du capital peuvent aboutir à une sorte de fétichisme de la croissance qui ne prend pas en compte les coûts sociaux de la dévalorisation du capital.**

Sur un autre plan, et toujours pour rétablir le bon fonctionnement du système fondé sur le profit, on peut s'interroger sur les bienfaits de la marchandisation de la culture et de l'information, indispensable au renouvellement des services (éducation, santé...) appelés à dégager une plus-value à travers la production de masse d'objets manufacturés (et informatisés). La soumission directe à la loi du profit de certains secteurs encore épargnés par le processus de massification et de normalisation ne nous paraît pas en mesure de résoudre les problèmes posés dans ces secteurs, ni ceux apparus dans l'économie en général.

Profit ou utilité sociale

D'autre part, il devient nécessaire de réfléchir sur le critère de rentabilité capitaliste tel qu'il continue à fonctionner dans le secteur nationalisé. Il est temps de lui substituer le terme de **rentabilité sociale** qui fait appel à la notion d'utilité sociale et qui pourrait être constitué de plusieurs critères pour évaluer le résultat de l'entreprise, ou plus encore pour opérer les choix en matière d'investissement. Par ailleurs, il faut veiller à ne pas déraiper vers un super-capitalisme d'Etat dans lequel la valeur créée dans le secteur nationalisé serait réalisée par certaines grandes entreprises du secteur privé qui s'accroîtraient d'autant leurs profits.

S'il paraît indispensable que le secteur nationalisé dégage un surplus nécessaire à son autofinancement, cela ne peut être le fruit d'un élargissement de l'exploitation des salariés. Les nouveaux systèmes de production informatisés peuvent écarter ce risque. Il faut cependant bien prendre conscience qu'à eux seuls, ils ne suffiront pas à renouveler les gains de productivité : force est de constater que les premières installations robotisées et informatisées n'ont pas atteint les performances attendues. Les directions d'entreprises n'ont pas su évaluer l'importance des transformations induites par l'informatisation et ont eu trop tendance à reproduire les principes de l'organisation scientifique du travail (OST) (2) aujourd'hui totalement caducs. Quand il s'agit de s'approprier le savoir de l'ouvrier pour l'introduire dans le programme informatique, la multiplicité des arrêts dus à ce qu'on appelle pudiquement les **aléas** montre l'importance des tours de main, du savoir-faire et des « ficelles » des métiers.

Technologie et organisation sociale

L'informatisation de la production ne peut s'accommoder de la division du travail, cœur du taylorisme. La **coopération** entre le personnel de fabrication, les programmeurs, les personnels de maintenance et d'entretien devient **nécessaire**. Sans elle, pas de production possible. C'est donc toute l'organisation du travail et bien sûr le rôle de la maîtrise qui sont remis en question : l'outil technologique apparaît ainsi très en avance sur l'organisation sociale qui freine tout changement engendrant la remise en question des situations acquises.

En affirmant cela, il faut éviter de retomber dans les excès du déterminisme technologique selon lequel l'outil imposerait aux hommes une organisation du travail... plus humaine ! Les nouveaux automatismes nés de l'informatique créent un mouvement complexe autour des qualifications. Les tentatives de maintenir l'OST ont pu faire croire à une tendance contradictoire de déqualification de la majorité des travailleurs et de requalification de quelques-uns, dans l'indus-

trie, et plus encore dans les banques ou les assurances. Le mouvement apparaît beaucoup plus difficile à appréhender dans sa globalité : si le critère de l'efficacité contraint à l'abandon de l'OST et à la recherche de nouvelles formes d'organisation du travail, la totalité des salariés maintenus en poste devront recevoir un complément de formation. A l'opposé, certains agents d'entretien pourraient être déqualifiés à terme s'ils restent passifs devant les phénomènes de sous-traitance (entretien par les constructeurs d'automatismes complexes) ou face à des formes nouvelles de traitement des pannes (préventif, diagnostics automatiques). Enfin, pour les travailleurs chargés essentiellement de la fabrication, pénibilité physique et insalubrité pourraient être remplacés par une fatigue et une tension nerveuses dues aux tâches de surveillance et à l'isolement dans lequel ils se trouvent sur leur poste de travail. Autant de situations qui fondent les conditions d'un rejet social de ces automatismes.

La question de l'emploi

On ne peut éluder la question de l'emploi car les perspectives apparaissent contradictoires sur ce point. Avant toute panique, il faut rappeler qu'à l'aube de toutes les révolutions technologiques (machine à vapeur, moteur à explosion, électricité...) les tableaux les plus noirs ont été brossés. L'introduction de ces

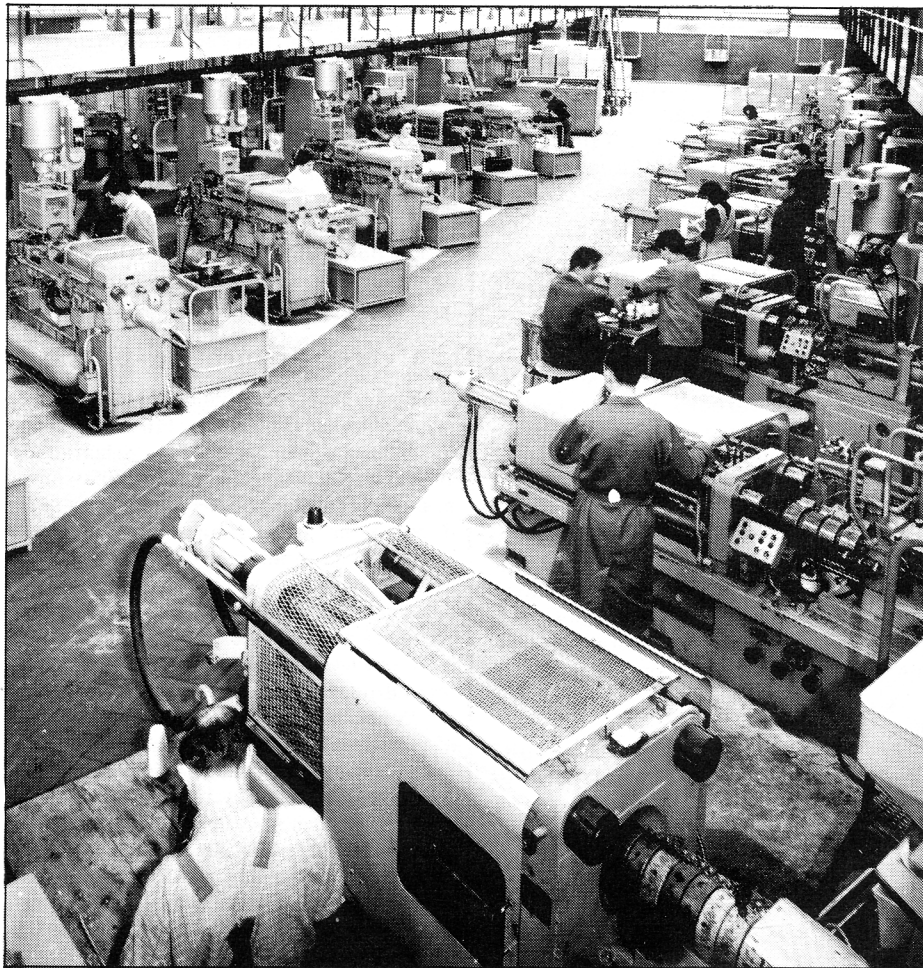
Le plan machine outill.

nouveautés ont fait exploser à la fois les conditions de production et la demande sociale. L'informatique prépare un tel bouleversement.

Dans les branches actuelles, la CFAO va abaisser notablement les besoins en main-d'œuvre. Ce qui pourrait appuyer les revendications syndicales de réduction du temps de travail. Par ailleurs, l'informatisation va créer de nouvelles branches au niveau de la production de nouveaux biens de consommation. L'alimentation de tous les produits informatiques en flux informationnels : les logiciels et l'organisation-distribution de quantités d'informations (serveur, banques de données...) vont occuper sans cesse plus de personnes. Mais en même temps, il faut savoir que la production de logiciels et des informations va elle-même être automatisée et qu'elle ne créera donc pas autant de postes de travail qu'on l'imagine aujourd'hui.

Une issue française à la crise ?

Selon le ministère de l'Industrie et de la Recherche, l'amélioration de la compétitivité de l'appareil productif français passe par la diffusion massive de la productive dans notre tissu industriel. Les grandes entreprises ayant déjà amorcé la mutation, l'Etat entend encourager financièrement cette pénétration dans les PME par le **Plan productique**. Si l'accroisse-



ment des gains de productivité n'est que probable, les effets pervers d'importation d'équipements et l'aggravation du déficit commercial apparaissent plus que vraisemblables.

En effet, cette incitation à l'investissement dans la productique aurait dû succéder à une politique plus conséquente que celle du **Plan machine-outil** qui saupoudre des subventions. Car l'issue française à la crise paraît très largement conditionnée par la reconquête du marché de la machine-outil. Mère de l'industrie, matrice des autres machines-outils, cette branche créera de nombreux emplois en étant le nœud de l'application des nouvelles technologies intégrant l'informatique. Les industries nationales ont à reprendre l'initiative dans des domaines aussi divers que le matériel de CAO, la commande numérique, le contrôle automatique de qualité, la manipulation-régulation automatique du flux des en-cours (capteurs, robots-manipulateurs, convoyeurs, chariots filoguidés ou transgerbeurs, etc.) et la robotique en général (peinture, soudure, assemblage). La maîtrise de cette branche est aussi la condition de l'indépendance économique. Sachant que l'on doit y inclure les machines à fabriquer les composants électroniques (en particulier ceux de la génération VLSI), on mesure toute l'importance de cette filière productique, très en retard en France en raison de son abandon par le régime giscardien au nom de la politique des « créniaux ».

La balance de fermetures-créations d'emplois de branche à branche ne peut être sérieusement évaluée aujourd'hui ; on peut seulement relever l'importance du bouleversement à venir et l'incapacité des systèmes de formation à dispenser les qualifications nécessaires. Les besoins en formation sur les processus automatisés, contrairement à l'idée communément admise, n'appartiennent pas au domaine d'une simple adaptation au nouveau poste de travail, mais requièrent une qualification réelle. Quant aux activités de recherche (composants, productique) ou de conception des systèmes et architecture de réseaux, elles réclament des ingénieurs de haut niveau dont on évalue déjà le déficit à plusieurs dizaines de milliers d'ici à 1986.

Si la productique peut apparaître comme une condition nécessaire à la sortie de la crise, elle ne saurait être suffisante. La volonté politique, la réorganisation sociale sont aussi nécessaires pour éviter une prochaine crise après épuisement de ces nouveaux gains de productivité.

Mai 1983

Jean-Pierre DURAND

Droit des personnes et informatique et télématique

Nous sommes tous « informatisés », sujets passifs de l'informatique et de la télématique. Notre nom et adresse figure sur des centaines de fichiers. Bien d'autres renseignements y avoisinent : état-civil, niveau des revenus et impôts payés, solde des comptes bancaires, comportement électoral, etc.

LA loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés dit bien dans son article 1 : « L'informatique doit être **au service de chaque citoyen**... ». La notion de protection de la vie privée reste liée à celles de données à caractère personnel, dès qu'elles sont collectées, enregistrées, traitées, diffusées :

- soit pour en interdire la saisie (données relatives aux origines raciales, aux opinions politiques, syndicales, philosophiques, religieuses... art. 31)
- soit pour en limiter la collecte (par information des personnes, en précisant le caractère facultatif ou obligatoire des réponses, les destinataires des informations, les droits d'accès et de rectification... art. 27)
- soit pour en corriger l'enregistrement (rectification, complément, mise à jour, effacement des données concernant la personne... art. 36)
- soit pour en freiner le traitement ou la diffusion (demande d'avis ou de déclaration des nouveaux traitements automatisés d'information nominatives, autorisation particulière pour l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques... art. 15-24).

L'enregistrement des profils

Reste posé le problème des « *informations déduites* ». Le simple fait d'interroger une banque de données, permet, si la trace de cette interrogation est conservée, d'avoir en plus de l'identifiant de la personne, son sujet de recherche... Un certain nombre de renseignements dans un domaine d'étude, peut aboutir à la définition d'un « profil » de cette personne. Livres empruntés, commandes par service télématique... c'est quotidiennement que nous donnons nos références, dans les multiples actes de la vie courante. Avec le développement des services à domicile, grâce à la télématique, partira chaque jour de notre console une foule d'informations sur nos habitudes, notre système de consommation, nos curiosités, nos préférences en matière de loisir... Il y a là sujet à méditation. Car la tentation est grande d'utiliser cette masse de renseignements à des fins statistiques, pour développer ou orienter un marché par exemple !

Faut-il avoir peur de livrer une telle masse d'informations ? Notre facteur, s'il a un peu de mémoire, sait déjà beaucoup sur nous, rien qu'en jetant un œil distrait sur les revues que nous recevons. L'essentiel est de le savoir. Il faut se rappeler que l'informatique utilise des machines qui ont la capacité de stocker de grandes quantités de données et de les traiter.

Information sur les données collectées

Il est donc nécessaire d'obtenir une **information systématique** des données collectées directement, ou indirectement sur nous, c'est-à-dire savoir ce qu'autrui aura jugé bon de conserver sur nous.

Quatre stades d'information systématique sont possibles, sans qu'il y coûte beaucoup (juste contrepartie de la valeur économique de l'information !) :

- à la **collecte**, en exigeant l'application stricte de l'article 27, en y ajoutant l'indication du propriétaire du fichier et son adresse (pour exercer ses droits d'accès et de rectification) et l'indication — très importante — des finalités des traitements qui seront effectués à partir de cette collecte de données ;
- lors de la **vente de fichiers** (ou de leur transmission). Ou cette opération est prévue lors de la collecte des données et suppose l'accord des intéressés, ou il y a une autre finalité des traitements. De plus, puisque la valeur économique de l'information est ici clairement reconnue, qu'elle serve à informer systématiquement les individus concernés (technique du mailing, liste de diffusion utilisée pour toute publicité) ;
- à la **création des fichiers sensibles**. La loi danoise, par exemple, prévoit cette information systématique pour les fichiers de solvabilité : dès qu'une personne est mise sur la liste rouge des banques, elle doit être informée, pour exercer ses droits de recours. Pourquoi ne pas prévoir cette information systématique lors de la constitution des fichiers de police... de tous les fichiers dont la constitution a pour but une exclusion de l'individu ou des restrictions pour l'exercice d'un droit. Lors

(1) J.H. Lorenzi, O. Pastré, J. Toledano : *La crise du XX^e siècle*, Economica 1980 et J.H. Lorenzi et E. Le Boucher : *Mémoires volées*, Ramsay 1979.

(2) OST : Organisation scientifique du travail ou taylorisme.